Civisme en action chez la population indienne : Articles préalablement parus dans Citoyen

/ Direction de la citoyenneté canadienne

Ottawa : Impr. de la Reine, 1965

E92
C5714
c. 1

VF Indians of Na - Citizenship

LIBRARY
INDIAN AND NORTHERN AFFAIRS
MAY 3 1989

CIVISME EN ACTION CHEZ LA POPULATION INDIENNE

Articles préalablement parus dans *Citoyen*

Éveil de l'opinion pour les Indiens et les Esquimaux 3

A l'école de la responsabilité 11

Les réserves indiennes 15

La Fraternité des Indiens et Métis à Winnipeg 23

Foyer de l'amitié indien-métis—Le Pas 28

Le Camp Gold Eye;
une expérience touchant le civisme 32

Grand camp scout 34

Cercle de la jeunesse indienne à Vancouver 36

Première école populaire indienne de l'Ontario 38

DIRECTION DE LA CITOYENNETE CANADIENNE
MINISTERE DE LA CITOYENNETE ET DE L'IMMIGRATION
OTTAWA 1965

E92
C5714
ex. 1

Indian and Northern Affairs Canada
Affaires indiennes et du Nord Canada

LIBRARY – BIBLIOTHÈQUE

E92 C5714 ex.1
Canada. Direction de la cito
Civisme en action chez la
population indienne

10-482 (1-88)

ROGER DUHAMEL, M.S.R.C.
IMPRIMEUR DE LA REINE ET CONTRÔLEUR DE LA PAPETERIE
OTTAWA 1965

No. de cat. Ci 51-3165F

Éveil de l'opinion pour les Indiens et Esquimaux

L'Association esquimo-indienne s'est développée fort rapidement durant les trois brèves années de son existence. Active sur plusieurs fronts à la fois, elle est appelée à s'étendre toujours davantage et à rendre des services de plus en plus significatifs.

Cet été, des représentants des sociétés membres de l'Association esquimo-indienne se réuniront, du 15 au 22 août, au Cap Dorset dans la Terre de Baffin pour la tenue d'un stage d'étude. Les délégués feront porter leurs recherches sur les établissements de Grosse Baleine, Povoungnitouk et Cap Dorset, qui sont des centres d'art esquimau; ils voyageront d'un endroit à l'autre par avion et examineront les aspects économiques et sociaux de ces collectivités, sous la direction de fonctionnaires des Affaires du Nord. On acceptera comme participants à ce stage d'étude toute personne possédant de l'expérience comme écrivain, rédacteur, conférencier, réalisateur, etc., qui pourra, à son retour, utiliser son talent à mieux faire connaître le Nord et ses habitants.

L'Association esquimo-indienne, qui a organisé ce stage d'étude, se décrit comme un organisme national, constitué en vertu d'une charte fédérale . . . «pour stimuler l'intérêt à l'égard du bien-être total des Canadiens d'origine indienne et esquimaude; pour favoriser leur participation entière à la communauté canadienne et leur acceptation par les membres de cette communauté; pour tenter de favoriser la bonne entente et la collaboration entre ces populations et les autres Canadiens.» Le stage d'étude du Cap Dorset est un exemple des entreprises, palpitantes d'intérêt, que l'Association esquimo-indienne projette d'inscrire à ses programmes futurs.

L'Association esquimo-indienne est née de la Commission canadienne-indienne, laquelle a débuté sous la forme d'un comité permanent de la *Canadian Association for Adult Educa-*

tion en 1957, alors qu'un groupe d'organisations nationales se rendit compte du besoin d'un centre d'échanges et de documentation, et d'un instrument d'éducation pour faire comprendre la situation des Indiens. Les premiers membres étaient des représentants des Églises catholique et protestantes, d'un certain nombre d'associations bénévoles et de particuliers qui s'intéressaient spécialement à cette question ou qui étaient très renseignés à cet égard. Plusieurs ministères et organismes gouvernementaux se sont également joints à la Commission, pour l'aider de leurs ressources.

Lorsqu'on s'est rendu compte, en 1958, qu'un organisme indépendant pourrait agir avec plus de vigueur, on a nommé un comité spécial d'organisation pour étudier les changements à adopter. Son rapport, présenté en 1959, contenait deux recommandations: premièrement, que l'on spécifie le but général et les fonctions du nouvel organisme et, deuxièmement, que l'on propose une nouvelle structure de l'organisation. En août 1958, un directeur exécutif était nommé dans la personne de M. John Melling. Le 21 décembre 1959, l'Association esquimo-indienne était constituée par une charte fédérale.

Afin de poursuivre ses buts très étendus, l'Association esquimo-indienne a organisé des initiatives et des programmes d'activité spéciaux dans un certain nombre de domaines touchant les populations indigènes du Canada. On a tenté par des conférences, des stages d'étude, des comités chargés d'initiatives spéciales, des recherches, des consultations avec des organismes et avec des organisations bénévoles, et par la distribution de documentation pertinente, d'encourager la participation croissante du public à l'intégration des Indiens et Esquimaux.

L'organisation bénévole

«Dans notre type de société, les organisations bénévoles constituent un des moyens par lesquels nous pouvons exprimer notre intérêt et notre responsabilité comme citoyens à l'égard du bien-être de la collectivité. Elles fournissent aux simples citoyens la possibilité de partager un même but et de travailler ensemble à sa réalisation.»

C'est ainsi que débutait un article sur les objectifs généraux de l'Association, paru dans le bulletin de décembre 1960. Le

fait est que l'Association considère comme une de ses principales fonctions celle de fournir des ressources humaines, du matériel et de l'aide de tous genres aux organisations bénévoles qui s'intéressent à des initiatives visant l'intégration des Indiens ou des Esquimaux. Elle s'applique à agir comme agent de coordination, à stimuler les organisations membres et à les exhorter à entreprendre et à exécuter de nouveaux programmes.

Bien que l'Association esquimo-indienne ne s'occupe pas de la formation proprement dite des chefs sociaux parmi les Indiens, les Métis et les Esquimaux, elle voit cependant dans cette formation un facteur de première importance dans leur acheminement vers la participation entière à la vie canadienne. L'Association s'efforce d'encourager les organisations bénévoles à organiser des programmes de formation de chefs et à mettre à contribution les aptitudes des Indiens et des Esquimaux dans ce domaine.

L'Association esquimo-indienne espère aussi encourager ce mouvement croissant qui favorise l'intégration des Indiens dans les agglomérations urbaines. Elle payera par exemple, cet été, une tournée de six semaines à un membre de l'administration du Centre de la fraternité des Indiens et des Métis de Winnipeg, qui lui permettra d'étudier les principaux programmes et centres dans les communautés urbaines de l'Ouest canadien. Cette personne recueillera des renseignements pour l'Association esquimo-indienne et agira à titre consultatif auprès des collectivités qui seraient intéressées à aider des personnes d'origine indienne à s'établir dans le milieu urbain. Les renseignements obtenus mettront en lumière les divers besoins et permettront à l'Association de déterminer de quelle façon elle peut le mieux aider à la réalisation de ces programmes.

Projets spéciaux

Un nombre toujours plus considérable de personnes et d'organisations canadiennes prennent part à l'activité de l'Association esquimo-indienne. Outre le stage d'étude qui aura lieu cet été au Cap Dorset, une conférence d'hommes d'affaires étudiera quel est le minimum de qualités dont les Indiens et les Esquimaux ont besoin pour pouvoir satisfaire aux exigences du marché du travail.

Un étudiant bénévole, à l'aide de ce bateau, a parcouru l'été dernier la partie septentrionale de la baie d'Hudson, en quête d'endroits propices à l'exploitation économique, pour les Esquimaux.

Un service bénévole du Grand Nord par les étudiants a été élaboré avec l'aide de la Direction des affaires indiennes et du Ministère du Nord canadien, et a suscité beaucoup d'intérêt. Le mouvement a débuté en 1961, avec le départ vers le Nord de dix étudiants bénévoles. Cette année, vingt étudiants doivent y prendre part; dix iront en Alberta et dans le district du Mackenzie et dix dans des régions reculées de l'Ontario et des régions arctiques de l'Est du Canada. L'Association esquimo-indienne fait le choix des étudiants, avec l'aide des préposés au placement des étudiants d'université. Le concours prend la forme d'une série d'entrevues avec ces fonctionnaires.

Après un bref cours d'orientation, les candidats choisis travailleront pendant trois ans, sous la direction du personnel du ministère du Nord canadien, apprenant à connaître la région même ainsi que les divers genres d'emploi qui leur seront assignés (culture de la betterave à sucre, travail social, organisation des loisirs, construction de maisons et de routes, pêche et préparation du poisson), et à faire des relevés de leurs observations dans les domaines économique et social. A la fin de l'été, ils seront censés relater leurs expériences, oralement et par écrit, afin de les faire partager au public canadien.

Le comité des Services septentrionaux est un organisme actif au sein de l'Association esquimo-indienne; il a été créé en

1960, sur les instances des représentants d'associations bénévoles qui assistaient à la deuxième conférence esquimaude réunie «pour examiner les genres de services que les associations bénévoles peuvent rendre dans le Nord; établir, autant que possible, des principes directeurs pour guider les associations dans le choix des services; constituer un centre d'échange d'idées touchant le service des populations septentrionales; et encourager, favoriser et canaliser les initiatives visant les services septentrionaux.»

Pour arriver à ces fins, le comité a tenté d'obtenir des associations bénévoles, des groupements religieux, des agences sociales et des entreprises particulières travaillant dans le Nord, des réponses aux questions suivantes: «Quels sont, à votre point de vue, les besoins des collectivités septentrionales? Quels services existent déjà? Estimez-vous que ces services satisfont raisonnablement à ces besoins? Dans le cas de la négative, quelles sont vos recommandations?»

D'après les réponses reçues, ces besoins sont nombreux: enseignement spécialisé, emploi, coopératives comme moyen d'écoulement et de contrôle des prix à l'égard des fourrures et de l'artisanat, centres communautaires, foyers scolaires pour les jeunes, et amélioration de l'habitation. Bien que certains services aient été établis pour répondre à ces besoins, comme par exemple, la coopérative du Cap Dorset et le centre communautaire de Whitehorse, on a été unanime à reconnaître que les services existants ne sont pas suffisants. Parmi les recommandations pour l'avenir, on a demandé que les collectivités soient mises en mesure de s'aider elles-mêmes et que leurs membres puissent bénéficier de meilleures occasions de s'instruire, surtout par les écoles de métiers et les études supérieures. Le comité a étudié toutes ces recommandations et présenté des recommandations concrètes quant aux mesures à prendre.

Le Comité des services septentrionaux a également considéré l'établissement d'un programme d'aide communautaire, qui défraierait le service d'un travailleur sur place. Ce dernier ferait le tour des différentes agglomérations d'une région septentrionale définie, en vue de découvrir les besoins qu'elles ont et les ressources dont elles disposent pour y faire face, dans le but ultime de les encourager à se subvenir à elles-mêmes. Un tel projet devrait

s'étendre sur une période de trois à cinq ans; ce serait pour l'association une entreprise d'importance.

Le Comité appuie un programme de visites d'enfants esquimaux de Churchill dans des familles de Winnipeg. Ces enfants, qui sont déjà partiellement «acclimatés», passeront une période de vacances dans une famille blanche, ce qui leur permettra d'observer les attitudes des blancs vis-à-vis de l'éducation, de la collectivité et de leurs concitoyens, et de partager leur vie quotidienne.

La Fondation d'assistance septentrionale, qui est administrée par l'Association esquimo-indienne, a été établie en 1961 grâce à un don généreux. Il s'agit d'un fonds de prêts renouvelables permettant aux artistes et artisans indiens et esquimaux du Nord de se procurer le matériel nécessaire et d'apprendre les différentes techniques. En outre, les groupes indigènes qui sont membres de l'Association esquimo-indienne reçoivent de l'aide pour la vente de leurs produits ouvrés, grâce à des expositions spéciales qui sont tenues sous les auspices de l'Association, et qui sont un complément aux débouchés commerciaux et aux programmes de vente du gouvernement.

Une autre initiative de la Fondation permettra aux étudiants indiens, métis et esquimaux d'atteindre un niveau plus élevé d'instruction, ou de poursuivre des études dans les domaines artistique ou technique. Les organisateurs de ce programme se proposent non seulement de fournir l'enseignement aux étudiants, mais aussi d'aider les parents qui pourraient éprouver de la difficulté par suite de l'absence d'un fils ou d'une fille capable de gagner.

Une campagne menée en 1961 a permis de recueillir de l'équipement de sport qui a été distribué dans la plupart des régions du Nord. La ville de Montréal, la province de l'Alberta, les scouts et plusieurs grandes sociétés y ont participé d'une façon toute particulière. On s'attend à ce que cette campagne soit encore plus fructueuse en 1962 et dans les années à venir.

Conférences

L'Association esquimo-indienne a tenu plusieurs conférences importantes auxquelles ont participé des personnes d'expérience et très dévouées à la cause, venues de toutes les parties du Canada.

Elle se propose d'en tenir d'autres encore comme moyen de favoriser l'échange des idées et la coordination des efforts. En 1957, soixante personnes des quatre provinces de l'Ouest ont tenu une conférence à Calgary sur «les Indiens et les Métis dans la collectivité». Cette conférence a été suivie, à Toronto au début de 1958, par une conférence de la Commission d'information mutuelle de la *CAAE* consacrée partiellement à la question indienne. Un rapport sur l'état de la question a été présenté en 1958 à la Conférence biennale de la *CAAE*.

Un stage d'étude de grande envergure aura lieu, pour les Indiens et les Métis de l'Ouest canadien, en septembre prochain, à Edmonton. Un nombre égal d'Indiens et de blancs, des régions situées entre le Pacifique et l'Ontario, se réuniront à cette occasion. Les participants indiens seront des représentants des organisations indigènes des villes et des villages, tandis que les blancs représenteront des groupements gouvernementaux ou autres qui s'intéressent à l'établissement des personnes d'origine indienne dans les centres urbains.

Des conférences sur les Esquimaux, portant spécialement sur la communication des renseignements, ont été tenues en 1959 et 1960, en collaboration avec le ministère du Nord Canadien. Les participants ont discuté des services ou des initiatives que les organisations bénévoles du Canada peuvent le mieux entreprendre en faveur des populations indigènes du Nord, ainsi que de la préparation et de l'utilisation de divers genres de matériel pouvant être utilisés par leurs membres pour l'exécution de programmes.

Recherche

L'Association esquimo-indienne a inclus dans son programme des travaux de recherche sur les conditions de vie des Indiens et des Esquimaux. Par exemple, en mars 1960, un comité spécial présentait au Comité parlementaire sur les affaires indiennes, un mémoire dans lequel il passait en revue les relations entre Indiens et non-Indiens et faisait des recommandations pour l'avancement économique, politique et culturel des Indiens. Le mémoire a été imprimé pour distribution générale, et des brochures explicatives ont ensuite été préparées sur ce mémoire et les mémoires soumis par d'autres groupes. Un autre précis sur les Indiens et des droits de l'homme a été préparé par l'association, en décembre 1958, et

présenté à la Conférence nationale sur la déclaration des droits de l'homme.

En juin 1960, avait lieu le Stage national de recherche sur les affaires indiennes, à Kingston. Des savants qui s'intéressent activement aux questions indiennes ont examiné ensemble la situation sociale et économique des Indiens en vue d'établir le bilan des données que l'on possède à l'égard de certains secteurs définis de ce domaine et qui fourniraient un moyen théorique de comprendre divers problèmes qui se posent. Le comité de recherche a travaillé, depuis la tenue de ce stage d'étude, à la publication des mémoires sous forme de volume. Cela permettra au public de connaître les grandes lignes de la situation actuelle.

Collaboration gouvernementale

L'Association esquimo-indienne se tient en étroite liaison avec le gouvernement à tous les paliers—fédéral, provincial et municipal. Elle encourage, en particulier, les efforts qui se font sur le plan provincial et local, à l'égard des Indiens et des Esquimaux.

Publications

Des milliers d'exemplaires de publications sont distribués par l'Association esquimo-indienne, chaque année. Ces imprimés comprennent un bulletin, qui paraît six fois par année et contient des nouvelles et des commentaires sur les événements esquimos-indiens, des recensions et d'autres renseignements pertinents, ainsi que de nombreux rapports et études.

L'Association esquimo-indienne fait également sa publicité par la parole. Elle fournit des conférenciers aux diverses associations et maintient des relations étroites, à titre consultatif, avec la Société Radio-Canada et les réseaux de radio-diffusion et de télévision, ainsi qu'avec l'Office national du film. Ces moyens de communication ont contribué largement à accroître l'intérêt du public à l'égard des populations indiennes et esquimaudes.

Les membres de l'organisation

L'Association accueille comme membres aussi bien les individus que les organismes nationaux. Les membres sont abonnés au bulletin et ont leur mot à dire dans les programmes de l'association. Des Indiens et des Esquimaux sont au nombre des membres actifs.

—Juin 1962

A l'école de la responsabilité *

On dit que la formation de cadres constitue aujourd'hui le besoin le plus urgent de la population indienne. Aussi, cette question tient-elle une place importante dans la politique des affaires indiennes.

En 1954, à titre d'essai, la Direction des affaires indiennes organisait les premiers cours de formation. La réponse des intéressés et leur participation enthousiaste ont fait ressortir la valeur de ces cours et permis de constater jusqu'à quel point cette formation pourrait contribuer à améliorer les conditions sociales et économiques dans les réserves.

On a poursuivi l'exécution de ce programme et on lui a donné plus d'ampleur, grâce à la mise en disponibilité des moyens et des ressources dont disposent les organismes gouvernementaux ou privés qui offrent des cours analogues à d'autres groupes.

Le but de ce programme de formation de responsables est de permettre aux Indiens d'assumer un rôle plus décisif dans la conduite des affaires de leur collectivité. Les cours, ainsi que l'acquisition d'une expérience pratique dans l'élaboration et la mise à exécution d'entreprises communautaires, permettent aux Indiens de développer leurs qualités de dirigeants.

Cours variés offerts sous divers auspices

Le programme de formation varie selon l'organisme sous les auspices duquel ont lieu les cours ou stages d'étude, selon les intérêts particuliers des délégués indiens qui y participent, et selon les ressources et installations dont dispose la région. Les participants à ces cours viennent de plusieurs réserves indiennes d'une même région, d'une seule agence ou d'une seule réserve, selon le cas.

---

* Texte de Mlle Margaret Payne, de la Direction des affaires indiennes.

Ils logent parfois à l'hôtel, ou sont reçus dans des maisons privées dans les réserves. Deux séries de cours ont été données dernièrement dans des universités, et les participants ont été logés à l'université même.

Les Indiens du Cap-Breton bénéficient d'un programme continu de formation, qui leur est offert sous les auspices conjoints de la Direction des affaires indiennes et de la Section d'éducation populaire de l'Université Saint-François-Xavier. Ce programme, inauguré en 1959, met en valeur les principes d'organisation communautaire pour lesquels l'Université de Saint-François-Xavier est connue dans le monde entier. L'Université affecte un membre de son personnel enseignant au travail avec les groupements indiens. On organise des réunions régulières dans les réserves, on exécute des programmes d'action communautaire, et l'on se réunit pour un stage d'étude, une fois par année.

Les ministères de l'Instruction publique de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick prêtent leur concours en organisant des cours d'art populaire pour les Indiens.

Dans le Québec, le Centre de culture populaire de l'Université Laval s'occupe activement de la formation de chefs sociaux parmi les Indiens de langue française. Les *Women's Institutes* du Québec, pour leur part, invitent les femmes indiennes à suivre les cours de formation de cadres qui se donnent chaque année au collège Macdonald.

La Division d'action sociale du ministère de l'Instruction publique de l'Ontario offre des cours portant sur le gouvernement par le conseil de bande, qui permettent aux chefs et aux conseillers des bandes d'acquérir des méthodes plus efficaces dans l'exercice de leurs fonctions. On utilise, pour ces programmes de formation, les installations du centre de Quetico et ceux du YMCA, au lac Couchiching. Les délégués indiens prennent part, en même temps, à d'autres programmes d'activité, à Quetico, notamment aux cours de formation de moniteurs des programmes de jeunes et d'instructeurs en artisanat.

On a fait cette année, en Ontario, l'essai d'une formule complémentaire. Un cours de formation à l'échelle régionale

a été organisé à l'Université Western Ontario, de London, en collaboration avec la Division d'action sociale.

Le Conseil de bien-être du Winnipeg métropolitain s'emploie à susciter des occasions multiples de formation pour les Indiens et Métis. L'an dernier, on a fait l'expérience de petits cours au niveau local et adaptés aux besoins locaux, en utilisant les ressources disponibles au sein même de la collectivité.

En Alberta, les cours se donnent surtout au niveau des agences. L'agence de Saddle-Lake, par exemple, organise depuis quelques années des séries de cours, en collaboration avec la Section de culture populaire de l'Université de l'Alberta. La dernière série a eu un succès remarquable et l'on projette maintenant d'étendre ces cours à d'autres réserves.

La Section d'éducation populaire de l'Université de la Colombie-Britannique a élaboré un vaste programme au bénéfice des Indiens de la province. Ce programme comprend des cours au niveau des agences et des cours universitaires qui réunissent à Vancouver des délégués de toutes les parties de la province.

Bien que les cours diffèrent parfois grandement entre eux, tous reposent sur cette même conviction que les êtres humains peuvent changer, qu'ils peuvent progresser et travailler ensemble à la réalisation d'objectifs communs.

La communauté indienne

La communauté indienne constitue un champ fertile pour la poursuite d'expériences en matière de formation de chefs sociaux. Les responsabilités des conseils de bande à l'égard de l'administration des affaires de la réserve sont comparables, à bien des points de vue, à celles des représentants élus dans une municipalité organisée. Ils doivent s'occuper de l'affectation des fonds de la bande, de l'élaboration de programmes de construction domiciliaire, de construction de routes, etc.

De nombreuses sociétés bénévoles organisent des programmes d'activité très utiles, dans les différentes réserves du Canada. Mentionnons, entre autres, les Cercles de ménagères indiennes, les *Women's Institutes,* les associations foyer-école, les groupements religieux et les comités qui s'occupent de santé, de bien-être et d'éducation. Les initiatives profitables, qui surgissent dans

les diverses collectivités, témoignent de la valeur de cette formation de chefs sociaux.

Nécessité de former des cadres

On comprend qu'il existe une relation étroite entre la formation de responsables parmi les Indiens, et l'application des principes essentiels au développement de la collectivité. A mesure que les populations indiennes deviennent plus libres de disposer d'elles-mêmes, qu'elles s'aident elles-mêmes davantage, qu'elles prennent plus nettement conscience de leur héritage, et qu'elles participent plus directement au progrès communautaire, elles ont davantage besoin de chefs sociaux habiles et dignes de confiance.

Pour leur part, les Indiens qui ont des aptitudes à conduire les hommes, peuvent apporter une précieuse contribution à leur collectivité. Et l'on a besoin de personnes de ce genre non seulement dans les collectivités indiennes, mais dans les «Maisons de l'amitié indienne» qui ont fait récemment leur apparition dans certaines villes du Canada, et pour occuper des postes responsables à la Direction des affaires indiennes. Le souci constant des organismes gouvernementaux et des associations privées de travailler à l'avancement des Indiens, contribuent encore à offrir un vaste champ d'action aux Indiens et aux Indiennes qui possèdent les talents et la formation nécessaires dans ce domaine.

Toutes ces occasions d'utiliser cette formation, qui d'ailleurs ne feront que s'accroître, ajoutent un intérêt particulier à l'égard des programmes de formation de cadres.

Pour résumer

Il reste encore beaucoup à faire dans le domaine de la formation de chefs sociaux parmi les Indiens. Ces derniers ont besoin d'apprendre les méthodes de direction de groupe et il faut renforcer les groupements qui se chargent d'initiatives communautaires dans les réserves indiennes.

Le talent ne manque pas, comme on peut s'en rendre compte en constatant l'éloquence et la clarté avec laquelle s'expriment les porte-parole indiens. Le fait que les occasions d'exercer ces qualités de chef se multiplient, tant dans les réserves qu'à l'extérieur, que les moyens de formation et les techniques s'améliorent et qu'un nombre toujours plus considérable d'Indiens deviennent des chefs sociaux appréciés, permet d'envisager l'avenir avec optimisme.

LES RÉSERVES INDIENNES,

mise en valeur des ressources humaines

Depuis les premières tentatives visant à organiser des stages pour la formation de cadres dans la population d'origine indienne, cours de formation de toutes sortes n'ont cessé de croître en popularité parmi les habitants des réserves indiennes de par le Canada.

Nul n'est besoin de passer en revue tous ces stages de formation de responsables et de développement communautaire. Afin de mieux comprendre la nature et la portée des efforts qui actuellement se poursuivent pour la transformation des milieux indiens, par les Indiens eux-mêmes, contentons-nous de considérer brièvement les points saillants de plusieurs stages de diverses conceptions.

Stage chez les Indiens du Sang

C'est pour la deuxième année consécutive que l'on organisait un cours de promotion sociale sur la réserve des *Blood* de la tribu des Pieds noirs en Alberta. Le stage dit «cours de dévelopement communautaire et de formation de responsables» était offert en résidence ce qui facilitait grandement les rapports et l'intensité du travail dans cette courte période de cinq jours, du 3 au 7 janvier 1964.

C'était une initiative des Affaires indiennes avec la coopération de la Direction de la Citoyenneté. On se voulait d'offrir aux stagiaires l'avantage d'une expérience diversifiée; aussi pour l'instruction et les conférences a-t-on fait appel à des spécialistes dans divers secteurs tels que, la section de l'Éducation parascolaire de l'université d'Alberta, la coopérative des United Farmers de l'Alberta et la Fédération des caisses populaires de l'Alberta.

Préparation du stage

Lors de la première expérience dans ce genre de stage sur la réserve des Indiens du Sang c'était principalement aux responsables salariés de l'agence qu'avait incombé le recrutement des stagiaires. Mais, dès cette année dans l'esprit même de ce stage de formation de responsables il ne pouvait en être autrement qu'un comité entièrement indien présidé par un indien, Rufus Goodstriker, assumât la responsabilité du recrutement des stagiaires.

Une telle sélection pour tout organisateur n'est pas sans poser de problèmes, par exemple celui de la diversité des âges, du niveau d'instruction, de la maturité; quelle catégorie de personnes profitera le plus de ce stage, les plus jeunes, les hommes mûrs, les femmes, les plus instruits ou simplement ceux dont les dispositions personnelles semblent promettre le plus? Le but du stage de formation n'est-il pas d'encourager la coopération rationnelle, les bonnes volontés, l'initiative du plus grand nombre de particuliers pour le plus grand bien de la collectivité; là comme ailleurs, sur la réserve des Indiens du Sang, cela signifie découvrir et développer de nombreux talents qui dorment dans la collectivité.

Formation des responsables et programmes

Le cours comprenait dix-neuf stagiaires dont cinq femmes. Bien que l'on comptât quatre ou cinq personnes entre 26 et 40 ans la majorité des stagiaires avaient moins de vingt-cinq ans.

Une entreprise visant à former des responsables en vue d'une action communautaire concertée dans la collectivité indienne de la réserve nécessitait un programme d'une vaste étendue.

On s'adonna d'abord à une mise au point en étudiant la nature de la collectivité indienne, les organismes et les ressources dont elle dispose actuellement. Et, puisqu'une action efficace implique une connaissance adéquate des faits et problèmes, les délégués indiens avec l'aide des moniteurs considérèrent les difficultés avec lesquelles la collectivité ou certains particuliers sont aux prises.

Face à une série de problèmes locaux, conférences, discussions en groupe et autres techniques permirent d'approcher des

solutions clef mettant en œuvre initiative et coopération locale. Ceci eut pour avantage de faire ressortir la manière d'approcher, en groupe, la solution à des problèmes bien définis, et les démarches pratiques à suivre.

Ces démarches impliquent des connaissances individuelles dont on s'efforça de donner quelques rudiments grâce aux présentations que firent les spécialistes auxquels on avait fait appel. Ce furent par exemple des techniques bien pratiques telles que la manière de tenir une réunion avec efficacité, de s'adresser en public, de présenter clairement les éléments d'un point de vue, de tenir des élections, d'organiser un comité, de dresser un programme d'action et de rédiger un rapport.

On toucha à des questions aussi variées que par exemple la comparaison de l'administration municipale et celle du conseil de Bande, le développement des qualités de chef et celles du citoyen, les pouvoirs de chacun sur le cours des événements et dans ce sens la valeur essentielle de la coopération.

Plusieurs sessions furent consacrées aux coopératives: l'histoire du mouvement, l'administration de l'entreprise coopérative, les aspects légaux et financiers. C'est là une matière vaste dans une période de temps aussi limitée mais les délégués particulièrement intéressés à la promotion économique de leur collectivité témoignèrent un grand enthousiasme pour les diverses présentations sur les coopératives; en effet, ils y virent un moyen particulièrement efficace d'améliorer les conditions économiques de leur milieu tout en gardant l'initiative de leurs propres affaires. Une discussion sur les avantages relatifs qu'offre la réserve suscita également un vif intérêt.

L'an passé la «boîte à questions» remporta un très grand succès. Il en fut de même lors de ce stage. La boîte à questions non seulement fit ressortir les différents champs d'intérêt des stagiaires et les problèmes qui les préoccupent, mais, en donnant libre cours aux esprits et aux cœurs, cette session très intéressante contribua grandement à créer l'atmosphère franche et dégagée qui permet un échange de vue fructueux et une clarification des malentendus.

Comme c'est souvent le cas dans une telle situation on termina le stage en faisant remplir par les participants un questionnaire

d'évaluation du cours. C'est une mesure utile pour l'avenir. Car, en effet, une entreprise de développement communautaire et de promotion de chefs et de responsables demande des efforts poursuivis, non seulement par des stages tels que celui-ci—ce n'est que le deuxième—mais encore par des mises au point constantes. Le stage terminé, l'œuvre de promotion réellement commence. Les responsables de cette réalisation vont maintenant suivre les progrès réalisés sur la réserve des Indiens du sang, les difficultés rencontrées et offrir à la demande des habitants eux-mêmes toute la mesure de leur assistance.

Nombre de cours sont organisés sur les mêmes bases. Ainsi d'autres stagiaires d'origine indienne recevaient le même genre de formation du 1er au 7 mars dernier à un stage de formation responsable à Fort Qu'Appelle en Saskatchewan.

Stage de perfectionnement pour chefs et conseillers

Dans de nombreuses réserves on cherche à parfaire les cadres existants et depuis déjà plusieurs années on organise des stages dits de «Chefs et conseillers» destinés à aider les responsables actuels dans les collectivités d'origine indienne à mieux encore remplir les tâches qui leur incombent.

Au camp des Chevaliers de Colomb de Marygrove près d'Espanola en Ontario se tenait du 13 au 17 mai 1963 le troisième cours des «Chefs et conseillers de Bande du nord-est ontarien.»

Ce stage d'une semaine pour les vingt-neuf délégués de six réserves de la région fut une occasion de se munir des connaissances pratiques et des moyens qui permettront à chacun de contribuer appréciablement à l'amélioration des conditions dans son milieu et à l'administration des affaires locales. Le stage était donné sous les auspices du département de l'Éducation de l'Ontario, section parascolaire et la direction des affaires indiennes au ministère fédéral de la Citoyenneté et de l'Immigration.

L'organisation du stage était basée sur les principes généralement adoptés dans ce cas: répartition de l'ensemble des stagiaires en petits groupes—en l'occurrence quatre sections—pour plus de facilité dans le travail, répartition des tâches et corvées, programme

arrangé judicieusement pour faire place au jeu et au repos—ce qui n'est pas toujours facile à réaliser.

Mais avant tout le programme était flexible et à cet égard il vaut la peine de mentionner les deux questions maîtresses que l'on offrit dès le début aux stagiaires, questions qui servirent de base à l'orientation de tout ce stage; la première: «Qu'attendez-vous de ce stage? La seconde, quels sont les principaux problèmes ou préoccupations dans votre réserve?»

Le sondage de cette première question donne les réponses suivantes: comment organiser et bien tenir une réunion, que faire pour améliorer les conditions de vie dans la collectivité, l'art de s'exprimer clairement, quelles sont les responsabilités des conseillers.

Les réponses à la deuxième question sont loin d'être particulières à la réserve indienne; en effet on note le manque de direction et de responsables chez les jeunes, le manque d'intérêt dans les affaires locales, le manque de distractions, le favoritisme, le peu de responsabilité témoigné au sein du conseil de Bande; l'alcoolisme, l'abandon prématuré de la scolarité, l'insuffisance d'eau potable, l'animosité entre les familles, le chômage.

C'est pour faire face à ces problèmes que l'on s'efforça dans l'espace de ces quelques jours de fournir les bases de l'équipement à la fois social et personnel tant nécessaire à la situation.

La semaine terminée les stagiaires s'étaient enrichis de toute une gamme de connaissances, depuis les routines élémentaires dans la tenue d'une réunion telles que la présentation et le remerciement d'un conférencier, en passant par les techniques de secours aux noyés jusqu'à l'usage effectif des qualités de chef ou les principes de base de publicité dans les relations avec le public—«Comment nous voient les autres? Comment nous voyons-nous?»

École populaire entièrement indienne

L'école populaire, ce genre d'éducation donné au cours d'une semaine en internat jouit, depuis ces dernières années, d'un très grand succès dans les milieux d'origine indienne. De toutes parts on réclame plus de cours et l'on ressent vivement la néces-

sité qu'un plus grand nombre de personnes des réserves assiste à ce genre de stage.

D'année en année les stages se multiplient et croissent en importance; et, à partir d'un stage un autre se développe.

Ainsi du printemps de 1963 à la clôture de la première école populaire indienne tenue à Craighleigh près du lac Huron on fit parvenir à chaque conseil de Bande les minutes de la session qui venait de s'écouler. A partir de cette initiative et aussi grâce à l'invitation offerte par l'école populaire du comté de Lambton à deux Bandes, celle de Sarnia et celle de Kettle Point, l'idée vint de créer une école populaire entièrement indienne, selon les désirs même des intéressés. C'est ce qui précisément se produisit, récemment. Avec pour thème, l'«éducation sociale» on organisait les 21 et 22 mars 1964 la «première école populaire entièrement indienne» dans les locaux de Fairbank House à London en Ontario.

Le stage à cette brève école populaire comptait 35 délégués —stagiaires—provenant de sept Bandes de l'ouest ontarien qui groupait une population totale de 6,500 personnes.

Avec l'exception du directeur du service des loisirs de Wallaceburg—ville voisine—la totalité des conférenciers et moniteurs étaient d'origine indienne. Les séances étaient présidées par le chef Kenneth Albert de la Bande des Chippewas. Une personnalité bien connue, Mme Brant-Monture, fit des remarques très significatives à cette époque d'éveil général parmi nos compatriotes d'origine indienne. Elle dit: «Nous ne pouvons accepter plus longtemps d'être l'exclusif objet d'études anthropologiques. En êtres humains, tout court, voilà comment nous voulons être considérés.»

A titre d'aperçu voici les conclusions auxquelles parvinrent les délégués: d'abord, des stages de ce genre devraient être plus nombreux et plus longs mais ce genre de formation a ses limites; c'est au foyer en définitive que revient la responsabilité de créer les futurs citoyens. Une réelle intégration n'est pas à sens unique: il revient également aux non-Indiens de fournir un effort de respect et de compréhension; et enfin, les textes d'histoire et autres présentant les Indiens comme des sauvages—«Buveurs de sang»

—ont contribué à l'apathie entre les groupes et ont faussé l'esprit de nos enfants indiens et des autres. C'est à cet égard une refonte de la mentalité qui s'impose. De l'Indien on doit présenter une image réelle, celle d'un homme, comme tout autre, attaché à son foyer et à sa terre et dont le seul devoir a été de les défendre contre des envahisseurs.

Cette éeolc populaire fut une pleine réussite pour les participants et ses organisateurs indiens. Hormis une participation initiale du Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration cette initiative fut entièrement une réalisation indienne.

Formation parascolaire à l'université

Mais si l'on organise des cours de formation populaire, sur la réserve ou en dehors, des cours exclusivement orientés vers la population indicnne, il est par contre de nombreuses situations d'un bout à l'autre du Canada où des personnes d'origine indienne reçoivent une formation spéciale côte à côte avec leurs concitoyens canadiens tant à des cours du soir dans des universités que sous d'autres formes dans ces établissements d'enseignement.

Par exemple, à L'Université du Manitoba différents services du secteur public et privé se sont joints dans un effort commun pour organiser à «l'intention des gérants et membres de conseils d'administration» un stage de perfectionnement sur la gestion des coopérativcs rurales. Ce stagc, donné du 20 au 23 mai 1963 au collège St. John de l'Université du Manitoba, comptait un certain nombre de personnes d'origine indienne. L'ensemble des délégués, tous actifs dans le mouvement coopératif provenaient d'une douzaine de communautés rurales, indiennes ou autres.

Le stage comptait en tout 30 pcrsonnes, stagiaires et moniteurs. Les cours étaient avant tout pratiques mais également intcnsifs. C'est ainsi qu'en témoignent les 55 pagcs du compte rendu de ce stage et les 38 dépliants et publications distribués aux stagiaires. Ceux-ci stimulés par ces quatre jours d'étude intensive rentreront chez eux mieux équipés pour approfondir leurs connaissances sur place et participer activement au développcment économique et général de la communauté.

En conclusion

Et ainsi de toutes parts dans le Canada des stages, de nature différente, visant à mettre en valeur les ressources humaines des réserves indiennes se multiplient chaque année. Par exemple une session d'études sur le développement communautaire à l'intention des autorités des réserves indiennes au Québec se tenait à la maison de Montmorency près de Québec en février dernier.

Quelle que soit leur nature, un phénomène, peut-être le plus important de tous, marque ces stages de formation. C'est la prise de conscience nouvelle qui se fait jour dans ces stages, prise de conscience par laquelle les délégués indiens deviennent convaincus qu'ils peuvent, eux-mêmes, venir à bout de nombre de problèmes. Il est courant d'entendre les délégués indiens, une fois le stage fini, s'exprimer dans ces termes: «Nos difficultés ne sont pas en effet des problèmes créés par la bureaucratie et qui échappent à notre responsabilité; dans notre vie quotidienne, ce sont des réalités concrètes, elles peuvent changer; nous pouvons les changer.» Et pour cela il faut connaître, comprendre et agir. C'est ce que ces stages auront pu faciliter. C'est ce que de nombreux indiens, nos compatriotes, ont entrepris. Nous pouvons les aider, non en leur apportant notre secours, mais avant tout en changeant notre mentalité à leur égard.

Juin 1964

La Fraternité des Indiens et Métis à Winnipeg

Depuis quelques années, les Indiens et les Métis, désireux d'améliorer leurs conditions d'existence, se dirigent en nombre croissant vers les centres urbains.

Cependant, la ville représente pour eux un monde entièrement nouveau auquel, dépaysés, même ceux qui ont quelque expérience du travail salarié parmi les blancs ont peine à s'adapter. Plusieurs doivent se soumettre à une discipline et à des habitudes de travail auxquelles ils ne sont guère habitués. Enfin, beaucoup doivent suivre des cours spéciaux pour acquérir des connaissances techniques et accéder à des emplois plus rémunérateurs que le travail non spécialisé qu'ils avaient fait jusque-là.

En plus des difficultés rencontrées dans son emploi, l'Indien ou le Métis trouve souvent la ville fort compliquée. Il doit se familiariser avec les services d'autobus, s'habituer à vivre dans une maison de pension, apprendre à se mêler, au travail et ailleurs, avec des personnes qui lui sont parfaitement étrangères. Un jeune homme nouvellement arrivé dans une grande ville comme Winnipeg peut aisément commettre des erreurs regrettables. Il peut, par ignorance, contrevenir à la loi, fréquenter des gens peu recommandables ou contracter des habitudes préjudicables à son adaptation. Il se peut qu'il ne sache où s'adresser pour recevoir l'aide et les conseils dont il a besoin et qu'il ne soit nullement au courant des services de santé et de bien-être dont il pourrait se prévaloir.

Née de l'initiative d'un groupe de citoyens conscients du problème, la Fraternité des Indiens et Métis de Winnipeg (Indian and Metis Frienship Centre) est le résultat de plusieurs années de préparation et d'une série de conférence sur les Indiens et

les Métis, organisée par le Conseil du bien-être du grand Winnipeg.

Le Conseil, qui représente une centaine d'organismes et d'associations de santé et de bien-être du grand Winnipeg, voyait avec inquiétude s'aggraver de plus en plus la situation de la population indienne et métisse de Winnipeg. Cette population est actuellement d'environ 4,700 et elle augmente constamment.

Le Conseil désirait voir s'établir un service d'assistance aux Indiens et Métis avant qu'ils ne soient trop nombreux pour qu'on puisse répondre de façon convenable à leurs problèmes, et éviter ainsi qu'ils ne soient voués, en tant que groupe, à un perpétuel marasme. Les participants à la conférence sur les Indiens et Métis, tenue en 1958, ont adopté une résolution à l'effet d'établir «un service d'assistance à l'intention des nouveaux venus indiens et métis de Winnipeg qui ont besoin de conseils en matière d'emploi, de logement, d'éducation, de santé ou autres services courants». La Fraternité fut inaugurée en avril 1959.

Fonctions

La principale fonction de la Fraternité des Indiens et Métis est de fournir des conseils et des renseignements à ceux qui en font la demande. Commodément située, elle est facilement accessible et rend de nombreux services.

Les nouveaux venus éprouvent parfois de la difficulté à se trouver une maison de pension; ils ne savent quel autobus prendre pour se rendre à tel ou tel endroit et ignorent comment s'y prendre pour obtenir un emploi. Souvent, ils ne savent où s'adresser pour profiter des divers moyens d'éducation, de l'aide médicale ou des services de bien-être auxquels ils ont droit. Le personnel de la Fraternité répond avec bienveillance à leurs demandes de renseignements et leur offre aide et conseils.

Se souvenant qu'il est préférable de diriger les Indiens vers les services régulièrement offerts au sein de la collectivité, la Fraternité leur recommande de s'adresser aux organismes appropriés comme la Société de l'aide à l'enfance, l'Aide aux voyageurs, l'Office national de placement ou la Direction des affaires indiennes. Elle joue un rôle d'agent de liaison entre les Indiens et leurs employeurs, afin d'assurer une meilleure compréhension de part et d'autre, et de découvrir les problèmes qui pourraient exister.

Des travailleurs bénévoles aident le personnel régulier, par exemple, en apprenant aux Indiens à conduire une automobile, en leur donnant des conseils en matière juridique, en les visitant lorsqu'ils sont hospitalisés.

On verra une preuve de l'utilité croissante de la Fraternité dans le fait que, durant une seule périodé de trois mois, 75 familles jusque-là inconnues de cette société se sont adressées à elle pour obtenir des conseils ou des renseignements, sans compter les nombreuses personnes que l'on avait déjà aidées et qui ont eu de nouveau besoin de conseils ou d'encouragement.

Ceux qui ont profité des services de la Fraternité apprécient son accueil amical. Elle fournit aux jeunes Indiens dépaysés l'occasion de rencontrer d'autres jeunes gens venus de milieux identiques et qui sont aux prises avec les mêmes difficultés.

La Fraternité remplit donc une autre fonction; elle sert de lieu de rencontre et de délassement pour toutes ces personnes. On y tient régulièrement des soirées récréatives qui attirent bon nombre de participants. Les soirées du jeudi réunissent en général une soixantaine de jeunes gens.

Ces programmes récréatifs ont aidé beaucoup de jeunes Indiens nouveaux venus à ne pas se sentir trop seuls. Ils leur ont aussi donné une sensation de sécurité et d'appartenance à un groupe. Beaucoup de jeunes fréquentent la Fraternité à cause des réunions sociales qu'elle organise. Les organisateurs espèrent que les jeunes y acquéreront le sens des responsabilités et qu'ils se joindront plus tard à d'autres associations telles que groupements religieux, Y.M.C.A. ou Y.W.C.A. La Fraternité n'est pas une organisation d'envergure très considérable, c'est pourquoi elle encourage les personnes qu'elle aide à se joindre aux autres groupes de la collectivité dès qu'elles se sont adaptées à leur nouveau mode de vie.

Les blancs qui s'intéressent aux problèmes des Indiens et des Métis sont bien accueillis à la Fraternité dont l'un des objectifs est de servir de lieu de rencontre pour les personnes des deux groupes, afin de leur permettre ainsi de faire connaissance. Le Centre sert également aux réunions de diverses associations, telles que l'*Indian Urban Association,* le cercle *Trails Youth* et les groupements religieux.

Une intéressante initiative proposée par le Conseil canadien des Chrétiens et des Juifs a été mise sur pied à l'intention des jeunes. Il s'agit d'une série de réunions mensuelles qui ont eu lieu durant l'hiver, et où l'on a discuté des sujets présentant un intérêt particulier pour les jeunes Indiens. Le sujet de discussion de la première réunion, tenue en octobre, portait sur la question que voici: «Existe-t-il des distinctions injustes ou des attitudes défavorables à l'égard de certaines personnes dans la ville de Winnipeg?»,, et dans l'affirmative, «Que pouvons-nous faire pour remédier à la situation?». M. David Orlikow, député au provincial, fit l'exposé du sujet qui fut étudié par quatre groupes de discussion. Un membre de chaque groupe fit ensuite le compte rendu du travail accompli. Plusieurs de ces jeunes gens participaient pour la première fois à un programme de ce genre et ils se sont mis avec enthousiasme à l'élaboration de plans pour des réunions à venir.

Fonctionnement de la Fraternité

La Fraternité est dirigée par un Conseil d'administration formé de citoyens de Winnipeg qui s'intéressent à la question, et de représentants des quatre groupements religieux les plus importants de la ville. Un comité formé d'Indiens et de Métis, élu par les habitués de la Fraternité, conseille le personnel et aide à l'élaboration de la ligne de conduite et des programmes d'activité. Trois représentants de ce comité font également partie du Conseil d'administration. Il y a, en outre, un comité consultatif formé d'une trentaine de personnes représentant diverses associations de la ville qui s'intéressent au bien-être des Indiens et des Métis de la ville. Ce comité se réunit avec le Conseil d'administration et agit en qualité d'agent de liaison et de conseiller. Le Conseil d'administration se tient également en étroite liaison avec la Direction des affaires indiennes et la Direction de la citoyenneté du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, obtenant ainsi la collaboration des fonctionnaires de ces divisions en ce qui touche l'élaboration et la mise en œuvre des programmes d'activité de la Fraternité.

Le personnel comprend une directrice, Mlle Joan Adams, et une adjointe d'origine indienne, Mme Stanley McKay. Des aides

bénévoles apportent une contribution importante au fonctionnement de la Fraternité. Mlle Adams a acquis une expérience dans le travail de groupe avec les Indiens. Elle a enseigné pendant plusieurs années dans les écoles indiennes de la Colombie-Britannique et du Yukon, pour le compte de la Direction des affaires indiennes. Avant de venir à Winnipeg, elle avait fait partie du personnel de la *Intertribal Friendship House,* à Oakland (Californie), maison maintenue à l'intention des Indiens qui ont quitté les réserves pour venir habiter la région de la baie de San-Francisco.

La Fraternité des Indiens et Métis a été établie à titre d'essai; c'était le premier organisme du genre à être créé au Canada avec l'appui général de la collectivité. L'expérience a démontré qu'une entreprise de cette nature ne saurait avoir de succès sans cette importante participation de la collectivité. La population de Winnipeg regarde avec intérêt le développement de cette entreprise.

—Février 1960

Foyer de l'amitié indien-métis — Le Pas

La mise sur pied du Foyer de l'amitié indien-métis au Pas revient à une collectivité soucieuse de ses problèmes de relations entre les différents groupes ethniques de son milieu. L'exemple qui en résulte pourra servir de modèle à d'autres localités aux prises avec des difficultés semblables. Pour en comprendre le développement examinons les antécédents de cette localité.

Le Pas, ville située à 325 milles à vol d'oiseau au nord-ouest de Winnipeg, ouvre l'accès à la région septentrionale du Manitoba. C'est une ville qui malgré les développements récents demeure essentiellement ville de colons avec tout ce que cela implique. Elle sert de transit à tous les déplacements qui se font vers le nord du Manitoba. Même avant 1912, avant l'établissement du tronc local de la voie ferrée vers la baie d'Hudson, Le Pas devait déjà affronter le problème posé par les étrangers de passage. Depuis les premiers temps de son établissement il y a de nombreuses années, Le Pas n'a cessé d'être une région de contacts entre population autochtone indienne et colons.

Ce contact n'a pas toujours représenté une expérience agréable. Le Pas est en grande partie une ville construite sur des terres que les habitants indiens, les Cris, ont dû graduellement abandonner pour faire place à la ville et aux colons. Il faut noter aussi que les différences dans le mode de vie et les manières de penser ont fait naître un climat de préjugés et d'attitudes nocives où la pratique de la discrimination n'a pas toujours été excluse. De cette fâcheuse situation la population est demeurée fort consciente.

Ainsi, la nécessité croissante de trouver une solution raisonnable a conduit en 1958 aux premières initiatives. Un groupe de

membres du clergé, d'hommes d'affaires, de fonctionnaires et d'autres citoyens, y compris des personnes d'origine indienne, ont commencé à se rencontrer pour chercher des solutions à ce dilemme.

Un certain nombre de réunions eurent lieu dans le but de recueillir des renseignements et de trouver des solutions, mais le groupe était petit et les problèmes immenses. Après l'enthousiasme du début le groupe commença de se désintégrer. Toutefois, en 1959, sous la direction du Révérend Père L. Lavigueur (Église catholique), du Révérend Omar Lamb (Église anglicane), du Révérend M. Thompson (Église unie) et du Dr. H. Colburn (Service de santé des Indiens et du Nord), le groupe se réorganisa et fit des progrès réguliers. Le Conseil municipal s'intéressa vivement au problème et offrit son aide. Le maire se joignit au groupe. On décida de tenir une conférence locale qui eut lieu du 29 au 30 janvier 1961. Préalablement, quatre comités comprenant chacun de dix à quinze personnes passèrent trois mois à faire une étude préparatoire des questions de logement, de loisirs, d'emploi et d'éducation. La conférence éveilla un intérêt énorme, les séances du soir attirèrent 250 personnes et celles du jour environ une centaine.

Vingt et une recommandations résultèrent de la conférence, et le comité de planification consacra la plus grande partie de son temps et de ses efforts à proposer la mise sur pied d'un foyer de l'amitié. On adopta le nom suivant «Foyer de l'amitié du Pas». Environ vingt organismes de la localité s'y rallièrent, et un grand nombre de citoyens en firent partie à titre particulier. La direction à ce point changea (principalement en raison de certains transferts), et passa entre les mains de M. A. R. Hayes commerçant de l'endroit, et du Révérend Père A. Darche.

Un comité du gouvernement manitobain composé de trois sous-ministres et du directeur du Service d'aménagement local se rencontra à Le Pas du 11 au 13 décembre 1961, afin de recevoir les mémoires des groupes et des particuliers sur les problèmes locaux. Parmi les vingt-trois mémoires présentés, au moins neuf mentionnaient en particulier la nécessité de créer un foyer de l'amitié faisant ressortir le besoin des services qu'une telle réalisation pourrait rendre.

Les plans progressèrent avec la participation active de groupements indiens et métis. Certains membres du comité de direction, qui comprenait des Indiens, se rendirent à Winnipeg en quête d'idées. Le groupe visita le Foyer de l'amitié indiens-métis de Winnipeg et divers organismes laïques et religieux qui organisent des activités à l'intention des Indiens et des Métis résidant dans les centres urbains. Le Foyer de l'amitié du Pas avait organisé le voyage avec l'aide de la Direction de la Citoyenneté canadienne.

Entre temps, le Foyer de l'amitié négocia l'obtention d'un immeuble resté vacant depuis que les chemins de fer nationaux du Canada avaient cessé de l'occuper.

Le National Canadien accepta de vendre l'immeuble pour une somme modique. La transaction fut rapidement conclue. A peu près en même temps, on reçut une subvention du gouvernement fédéral. Grâce à une main-d'œuvre en grande partie bénévole, l'immeuble put être rénové et le Foyer de l'amitié fut officiellement ouvert le 28 juillet 1962, avec réception officielle et buffet. Une partie de l'immeuble est louée et abrite les bureaux du Service d'aménagement local et ceux d'un représentant du Service de la liberté surveillée. On compte également deux appartements qui rapportent un certain revenu.

Le Foyer a un programme de plus en plus vaste. On a mis sur pied un service de consultation et d'orientation pour assister ceux qui éprouvent des difficultés d'ordre social ou autre. On a inauguré un programme artisanal; la production d'objets d'artisanat indien est écoulée vers le marché. L'organisation des loisirs, comprenant les danses, le tennis sur table, la boxe, le cribbage, les jeux de fléchettes et de dames, constitue un aspect important de l'activité du centre. On tient chaque semaine des séances d'enseignement de l'hygiène. L'aménagement du Foyer comprend aussi un salon, avec un téléviseur, un appareil de radio et une bibliothèque, aménagée au moyen de contributions recueillies sur place. On a organisé un ciné-club affilié au Conseil régional du film. On donne depuis peu des leçons de musique à un petit nombre de personnes. Des séances d'études organisées à l'intention des étudiants indiens et métis ont lieu trois soirs par semaine sous la surveillance, à tour de rôle, de l'un des vingt-cinq instituteurs de l'endroit qui donnent ces cours à titre bénévole. M. Gordon

Brown, directeur administrateur à plein temps jouit d'une très vaste expérience auprès des personnes d'origine indienne dans le Nord; il a assumé ses fonctions le 15 novembre 1962.

L'organisme administratif du Foyer comprend, outre le directeur administrateur, un conseil inter-ethnique de directeurs présidé par Bert Hayes, son président, et un censeil consultatif de vingt membres, provenant de la réserve voisine et des collectivités métisses, et choisis parmi ceux qui utilisent le Foyer.

L'intérêt de la collectivité envers le Foyer est considérable. Il n'est que de lire les deux hebdomadaires locaux pour en être convaincu; en effet, dans presque chaque numéro figure au moins un article ayant trait au Foyer.

Il y a lieu de noter une différence entre ce Foyer et d'autres du même genre à travers le Canada. Tandis que les autres se préoccupent seulement des personnes d'origine indienne, le présent foyer met ses services à la disposition de tout le monde, y compris particulièrement les personnes de passage. A sa façon, le Foyer de l'amitié indiens-métis du Pas agit en précurseur dans un domaine encore très mal connu et dans l'une des situations inter-ethniques les plus complexes rencontrées au Canada. Voici une situation qui semblait à peu près sans issue. L'efficacité avec laquelle on y a fait face est sans doute attribuable à l'action combinée de nombreux groupes ethniques, organismes bénévoles, religieux, agences gouvernemetnales et nombreux particuliers qui ont su relever ce défi formidable et trouver une solution pratique à des problèmes remontant à plus d'un demi-siècle.

—Février 1963

Le camp Gold Eye; une expérience touchant le civisme

On a effectué cet été, en Alberta, une expérience en civisme par laquelle on a tenté de souligner les similitudes plutôt que les différences culturelles. Vingt jeunes Canadiens, indiens et non-indiens, ont partagé pendant une semaine, joies et plaisirs, problèmes et anicroches en travaillant à l'édification d'une petite communauté sociale temporaire, improvisée par leurs propres moyens.

Ces jeunes gens, venus de collectivités rurales et urbaines et de réserves indiennes importantes de l'Alberta, se sont réunis au nouveau campement de *Gold Eye,* situé dans un endroit isolé et pittoresque, à quelques milles à l'ouest de la ville fantôme de Noregg, et à 56 milles à l'ouest de l'ancien poste de traite de David Thompson, nommé: *Maison de la Montagne Rocheuse.* Construit par les Jeunes fermiers de l'Alberta dont il est la propriété, le campement est destiné à fournir des facilités de vie en plein air en même temps que des moyens d'éducation.

Des fonctionnaires de la Direction de la Citoyenneté canadienne ont dirigé les séances d'étude, mais les jeunes gens se sont chargés eux-mêmes de l'organisation des distractions et du camping. Le personnel titulaire, assisté de volontaires de l'Union des fermiers, l'Union des fermières et celle des Jeunes fermiers de l'Alberta, ont ensemble assumé les tâches administratives.

Dans ses grandes lignes, le programme officiel a porté sur trois points principaux. On a tenté d'élucider le concept de la communauté sociale au sein d'une société changeante, sous un régime démocratique; on a tiré des exemples pertinents de la vie quotidienne au camp; et l'on a participé à des cours de formation pratique donnés au moyen de films, de tableaux et de sketches.

Comme exemple vécu de l'organisation communautaire, les étudiants se sont choisi un conseil, après avoir examiné soigneuse-

ment les divers aspects du campement et les besoins particuliers du groupe. Ils ont également étudié d'une façon toute spéciale le cas d'une collectivité fictive, soudainement obligée de faire face à un nouvel afflux d'élèves dans ses écoles, par suite de l'établissement dans la localité d'une nouvelle entreprise industrielle. Une séance amusante, intitulée «le colportage des rumeurs», a servi à illustrer l'importance de la transmission des communications verbales. On a fait comprendre par un sketch les sentiments qu'éprouve la personne qui n'est pas entièrement acceptée dans sa communauté sociale et comment ses réactions subséquentes peuvent influer ensuite sur le comportement du groupe. Le film «*Choosing a Leader*» (le choix d'un chef) a donné lieu à une longue discussion très animée au sujet des diverses responsabilités qui incombent aux chefs dans une collectivité.

Le groupe s'est rendu compte, au cours de cette semaine de vie en plein air, combien est important l'effort en commun. Ce n'est qu'après avoir passé ensemble une journée entière que les jeunes gens décidèrent d'élire un conseil. Ce conseil, au nom de l'autorité qui lui était confiée décida de maintenir les chefs adultes dans les cadres du programme, il assigna les tâches quotidiennes afin qu'elles soient remplies à tour de rôle, et imposa certaines règles d'hygiène et de sécurité. Soulignons qu'il n'y a eu à déplorer aucune infraction ni aucune démission. Les participants ont vécu une demi-heure mouvementée, lorsque le groupe entier jugea bon de rejeter la décision d'un comité, après s'être rendu compte que s'il n'était pas donné à tous de pratiquer l'alpinisme qu'il valait mieux alors adopter, pour l'après-midi, un genre d'activité plus modéré.

Conçue, organisée et offerte par l'Union des fermières de l'Alberta, l'entreprise a reçu l'appui de plusieurs organisations provinciales et de la Direction des affaires indiennes, lesquelles envoyèrent des étudiants et partagèrent leurs dépenses. Ces jeunes gens, âgés de 16 à 20 ans, faisaient partie de divers groupements régionaux, tels que les Jeunes fermiers, les clubs 4-H, les cercles récréatifs, le Y.W.C.A., etc. Aucun n'avait jamais participé à une expérience interculturelle de cet ordre et la plupart ont vu dans cette nouvelle prise de contact l'élément le plus important de l'expérience.

—Octobre 1962

Grand camp scout

C'est sur la réserve indienne de Ouest baie—île Manitoulin—qu'environ 150 chefs de patrouille scouts de la région du Mississaga en Ontario se sont réunis durant la fin de semaine des 28 et 29 septembre. Seuls deux chefs de troupes indiens étaient présents et pourtant leur influence se fit immédiatement sentir. En fait l'appellation de la conférence, «Premier *Pow-Wow* des chefs de patrouille du Mississaga» marqua bien l'orientation de cette réunion. Le grand événement de la fin de semaine fut la visite d'un groupe d'Indiens de Toronto et de Sudbury qui firent une démonstration de leurs danses au grand feu de camp du samedi soir. A cette occasion ce furent les dames auxiliaires qui fournirent le repas du soir.

Ce grand camp—le *Pow Wow*—représente un effort coopératif, groupant toutes les troupes de la région et c'est bien la chose la plus importante. Aussi le commissaire scout du district s'exprimait de la façon suivante: «une réunion de ce genre sert à démontrer que jeunes, des réserves indiennes et d'ailleurs, peuvent en toute aise se joindre dans le travail comme dans le jeu, s'enrichir mutuellement et progresser ensemble vers une plus grande réalisation d'eux-mêmes».

Les débuts. En septembre 1962, le conseil général des scouts pour l'Ontario considérant l'immensité des territoires du district Nord de l'Ontario décida de le scinder en deux régions administratives distinctes. Il fallait donner un nom au secteur sud-ouest et donc à une réunion du conseil régional, on choisit Mississaga, nom fort approprié à cette région puisqu'il signifie «la rivière aux multiples embouchures».

Le mouvement scout s'est fermement établi à la réserve indienne de Ouest baie, ceci grâce à l'enthousiasme marqué du principal et des professeurs de l'école indienne et surtout à celui

que manifestèrent les garçons et leurs parents. Fondée depuis à peine un an la troupe de Ouest baie a pourtant déjà réalisé nombre de choses. Un principe fondamental de l'organisation scout, celui de la patrouille, par exemple, si souvent difficile à faire accepter d'emblée, a pourtant immédiatement fonctionné à Ouest baie.

La majorité des garçons à la troupe de Ouest baie ont fait leur promesse et, grâce à l'esprit de coopération de leurs frères dans d'autres régions de l'Ontario, ils portent tous, dès maintenant, un uniforme. Cette coopération a donné lieu à des échanges de lettres qui préparent déjà un échange de visites entre ces scouts de différentes régions. Le don des uniformes a été bien entendu d'une grande utilité mais les garçons ont avant tout le désir de se subvenir à eux-mêmes. A cette fin ils s'organisent pour réaliser les fonds dont ils ont besoin. C'est ainsi qu'avec l'aide de leurs mères ils ont lancé sur le marché un foulard connu sous le nom de *Chigeeng Woggle,* mot indien.

Ce groupe fait intimement partie de la grande famille des quelque 300,000 scouts du Canada. Six délégués de la troupe de Ouest baie participèrent d'une manière très active à une conférence tenue à *Elliot Lake.* A cette occasion ils remirent toute une collection de leurs foulards *Chigeeng Woggle* à trois scouts de la région qui durant cet été devaient faire partie du contingent canadien au Jamboree international de Grèce. En fait ces *Chigeeng Woggles* furent offerts, au nom des Scouts du Canada, aux chefs de contingent de 75 pays différents lors de ce Jamboree en Grèce.

On compte également une autre troupe à la réserve de Wikwemikong, sur l'île de Manitoulin. La fondation de la troupe a été placée sous les auspices des administrateurs de l'école. L'agent de police de la localité—Manitowaning—a mis sa très longue expérience dans le scoutisme à la disposition de la nouvelle troupe et la dirige avec l'assistance de l'un des professeurs, M. Lafontaine. Là, comme à Ouest baie, les garçons ont dû faire preuve d'initiative et d'ingéniosité pour se procurer les fonds nécéssaires à la bonne marche de la troupe.

En témoignage du dynamisme local il faut enfin mentionner qu'une troisième troupe vient de se créer juste au nord de l'île de Manitoulin.

—Octobre 1963

Cercle de la jeunesse indienne à Vancouver

Voici un an, un groupe de jeunes d'origine indienne, et pour la plupart étudiants, se rencontraient avec deux assistantes bénévoles de l'Église Unie et de l'Église Anglicane. La réunion comptait également une personne très intéressée, Mme John Webster, assistante sociale au YWCA, elle-même Indienne d'origine et formée en anthropologie à l'Université de la Colombie-Britannique. Les différentes églises et le YWCA s'étaient toujours intéressés à la promotion sociale et en particulier aux loisirs des jeunes étudiants d'origine indienne nouvellement installés en ville; on rechercha lors de cette réunion les moyens d'une action concertée. Le premier résultat fut d'abord une décision, celle d'organiser une soirée dansante au YWCA. Les étudiants prirent en main l'organisation de cette soirée; la réussite fut complète. Puis, vint la décision de fonder le Club de la jeunesse indienne.

Les membres sont dans l'ensemble des jeunes d'origine indienne qui viennent à Vancouver pour poursuivre leurs études ou suivre une formation technique. Ils sont âgés en moyenne de dix-huit à vingt-cinq ans et sont originaires pour la plupart de la région côtière située entre Prince Albert et Alert Bay.

On note dans la constitution les buts et fins du club: procurer une atmosphère propice à l'éducation et aux distractions des membres; créer une impression positive dans la communauté vis-à-vis des Indiens; créer un respect et une appréciation mutuels entre les citoyens d'origine indienne et l'ensemble de la population. Le club n'embrasse aucune religion en particulier mais encourage les grands principes de la vie en groupe, tels, la modération, l'amour du prochain, la considération pour les autres.

Grâce au succès des bals mensuels du club, on a pu accumuler des fonds en vue de l'achat d'un équipement sportif. L'activité déployée au sein du club comporte des soirées de diverses

natures—dans certains cas les jeunes invitent leurs parents à ces petites rencontres amicales; on compte également des échanges et des visites avec divers groupements dans la collectivité indienne de la région, des réunions de l'exécutif suivies d'une activité d'ordre éducationnel. Dans ce dernier cas on compte généralement une causerie donnée par un invité distingué.

Ce club de création relativement récente reçoit l'appui et la coopération de tout un ensemble de groupes et d'organismes du secteur privé et public de la collectivité.

Il n'est pas inutile d'attirer l'attention sur un fait significatif, celui que ce groupe de jeunes a su par son seul esprit d'initiative mettre en œuvre, les richesses latentes dont il disposait et ainsi relever le niveau de fierté de toute la collectivité.

—Décembre 1963

Discussion en groupe a l'ecole populaire de Craigleith (*Voir page 38*)

Première école populaire indienne de l'Ontario

La première école populaire indienne de l'Ontario eut lieu à Craigleith du 10 au 15 mars 1963. Le stage avait pour thème: «la transformation de la famille et de la collectivité». Cette expérience vécue en commun fut pour les participants un enrichissement certain.

Avec l'appui de la Direction des Affaires indiennes et de la Citoyenneté canadienne, le stage a été organisé par le Conseil des écoles populaires de l'Ontario. On dressa les programmes de façon à tirer pleinement parti de l'esprit d'initiative et des talents des participants. En conformité avec les recommandations faites par des délégués indiens lors d'une réunion préliminaire tenue avec les responsables des Affaires indiennes, on insista sur certains domaines pour leur importance toute particulière. Les participants à l'école populaire provenaient de quatre réserves indiennes de la région de Craigleith.

Malgré neige et vent, 27 Indiens, dont six chefs, se rendirent à cette école populaire. On passa les premières heures d'ouverture du stage, un dimanche après-midi, à se familiariser les uns avec les autres. Nombreux étaient ceux qui avaient apporté avec eux des vieux souvenirs tels que de passionnantes vieilles histoires, de traditionnelles sculptures, des articles de perles et de cuir travaillé. Durant cette première soirée on aborda le problème des contacts entre les Indiens et leurs compatriotes canadiens; on tenta d'examiner les causes de la méfiance qui parfois persiste entre eux.

Afin d'assurer la bonne marche des affaires, les délégués divisés en cinq équipes se partagèrent des tâches allant de la présentation des conférenciers à l'organisation des loisirs et même au service des repas.

Lundi matin on débuta par l'audition d'un disque, intitulé «Une étude de la famille», tiré de la collection *The Ways of Man-*

kind. La comparaison dans cette étude de deux familles d'origine chinoise, l'une vivant en Chine, l'autre en Amérique, incita à un échange d'impressions qui mit en relief de vieilles traditions familiales et un nouveau mode de vie basé sur l'individualisme et le confort matériel.

L'après-midi, on transféra au milieu indien cette discussion des valeurs culturelles en examinant en particulier les problèmes les plus courants dans la famille indienne. Dans tous les groupes de discussion du stage on reconnut le problème de l'alcoolisme comme le plus sérieux.

Des programmes de redressement, suggéra-t-on, pourraient être administrés avec l'aide de travailleurs sociaux et des gens du milieu spécialement entraînés. Pour revaloriser la personne dans la communauté indienne on pourrait lancer des entreprises de groupe telles que l'élevage des bestiaux, l'exploitation forestières, l'institution de maisons de jeunes.

Pendant la soirée, Angus Mowat, ancien directeur provincial des services de bibliothèque, parla des avantages et des plaisirs de la lecture. Il fit circuler plusieurs livres d'intérêt historique pour les Indiens et en lut certains passages. La présentation fut très goûtée et nombre des stagiaires s'empressèrent de répondre à l'offre de M. Mowat visant à leur prêter des livres. La soirée se termina par des distractions en groupe.

Les journées suivantes se déroulèrent d'après le même schéma. On aborda entre autres les sujets suivants: la formation des chefs, l'accommodement à la vie nationale, les distractions dans la communauté, culture et traditions. Tous reconnurent comme propre au chef, l'assurance, le dévouement à la collectivité, le respect de la personne et de l'opinion des autres ainsi que le souci de la justice.

En réponse à la question «Que devons-nous sauvegarder dans nos traditions» l'assistance mit l'accent sur les parlers indiens, les techniques d'artisanat, les danses, un certain esprit de groupe et le maintien des réserves indiennes.

Une mise au point occupa la dernière matinée du stage. Durant la semaine écoulée, le film, le livre, l'enregistrement sur disques et sur bandes, tout avait permis de reconnaître l'aide précieuse que ces réalisations techniques pouvaient apporter à la formation des programmes.

DIAND / MAINC
1000054919

On ne saurait sous-estimer la valeur que purent avoir au cours de ces journées d'étude, équipes de jeu et de travail pour la création d'une atmosphère de détente et de compréhension. Et, enthousiasmés par ce premier stage en école populaire, les délégués se séparèrent avec regret en chantant le fameux refrain du *chant des adieux*.

—Juin 1963

DATE DUE
DATE DE RETOUR

of Cit. & Immig.
FEB 9 1989
LIBRARY

LIBRARY
INDIAN AFFAIRS
MAY 3 1989